

CURRICULUM VITAE DE DANIEL VIGNES

Né le 11 février 1924, à Paris 7^{ème}, de nationalité française, Docteur en Droit d'État, Directeur général honoraire auprès du Conseil de Ministres de l'Union européenne, Officier de la Légion d'Honneur et de l'Ordre national du Mérite, Lieutenant honoraire d'Artillerie, engagé volontaire 1944-1945.

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

1983-1989

Directeur au Secrétariat du Conseil des Communautés européennes, Directeur de la Coopération au Développement, co-Secrétaire de la Convention de Lomé,

1959-1982

Conseiller juridique – depuis 1970 avec le titre de Directeur – au service juridique du Conseil de l'Union européenne (alors nommée Communautés européennes), responsable successivement du droit d'établissement et de l'harmonisation des législations, puis de la politique commune de l'agriculture, de celle de la pêche ainsi que du droit de la mer,

Agent du Conseil devant la Cour de Justice dans vingt-quatre affaires (en annulation, en responsabilité financière des CE, dans des recours préjudiciels) et participation pour le compte de l'Union européenne à diverses négociations internationales et notamment à celles de la 3^{ème} conférence sur le droit de la mer,

1953-1959

Chargé de cours au Collège d'Europe à Bruges et à la Faculté de droit de Poitiers,

1948-1953

Secrétaire d'avocat agréé au Tribunal de Commerce et d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation.

ACTIVITÉS ACADÉMIQUES

- Membre de l'Institut de Droit international élu en 1975, membre honoraire en 2004,
- Secrétaire de l'Annuaire français de droit international de 1955 à 1997, membre du Comité de rédaction,
- Cours à l'Académie de Droit international de La Haye :
 - en 1970, cours sur la clause de la Nation la plus favorisée et les Communautés européennes (*Recueil*, vol 1970, 2, 209-349)
 - en 1988, sur les Communautés européennes et les pays en Développement (*Recueil*, vol. 1988, 210, 225-400)
- Chargé de cours, puis professeur à l'Université de Bruxelles (Institut d'Études européennes et Faculté de Droit, cours sur la fonction publique communautaire, sur le droit de la mer ainsi que sur l'aide communautaire au développement), de 1964 à 1993,
- Rédacteur en Chef de la Revue du Marché commun et de l'Union européenne depuis 1963,
- Rédacteur en Chef de la Collection Espaces et ressources maritimes de 1991 à 2001,
- Président fondateur de l'Association internationale du droit de la mer, de 2001 à 2007, président fondateur et honoraire en 2008

PUBLICATIONS

(abréviations utilisées dans cette bibliographie :

DV = Daniel Vignes;

AFDI = Annuaire français de Droit international;

RMCUE = Revue du marché commun et de l'Union européenne;

pour des raisons de simplification, le mot 'Mélanges' est ci-après utilisé de préférence à ceux de 'Liber amicorum', 'Homenaje', 'Festschrift', 'Essays in Honour', 'Studi in onore' &&)

I. – LIVRES ET OUVRAGES COLLECTIFS

A. – Dans le domaine du droit de la mer

René Jean DUPUY, DV et vingt-deux collègues, *Traité du nouveau Droit de la Mer*, Bruylant et Economica, 1985, 1447 pages. Avec une édition en langue anglaise : *A Handbook of the New Law of the Sea*, 1991, Kluwer, 2 vol, 1664 pages

DV, Giuseppe CATALDI et Rafael CASADO RAIGÓN, *Le droit international de la pêche maritime*, avec une préface de Son Excellence Boutros BOUTROS GHALI, Bruylant, 2000, 616 pages

Deux numéros spéciaux de la *Revue iranienne de Relations internationales* sur le nouveau droit de la mer, contenant 32 articles parus sous la direction de Djamchid MONTAZ et DV, en hivers 1975 et 1978, (avec notamment de DV, Deux prolégomènes du nouveau droit de la mer : le texte unique de négociation du 7 mai 1975 et le Groupe nommé Évensen)

Coordinateur du Groupe Espace maritime dans la préparation du *Dictionnaire de Droit international public* (dit *Dictionnaire Jean Salmon*)

B. – Concernant le droit ou le système communautaire

Jim CLOOS, G. REINECH, DV et Joseph WEYLAND, *Le Traité de Maastricht, Génèse, Analyse et Commentaires*, Bruylant, 1995, deux éditions, 504 pages

Co-Directeur du Commentaire du droit de la Communauté européenne et de l'Union européenne (dit *Commentaire J. Mégret*), trois éditions, la 3^{ème} en cours, (DV auteur dans la 1^{ère} édition des volumes sur le préambule et les objectifs, le droit d'établissement, dans la 2^{ème} de celui sur le rapprochement des législations)

Code de l'Union européenne par Antonio TIZZANO et Daniel VIGNES, deux éditions : 1996 et 2001, la deuxième, 1140 pages

Daniel VIGNES, *L'Association des Etats africains et malgache à la Communauté économique européenne*, Armand Colin, collection U, 1970, 224 pages

Daniel VIGNES, *La Communauté européenne du charbon et de l'acier, un exemple d'administration économique internationale*, préface de Paul GUGGENHEIM, LGDJ, 1956, 196 pages, avec une édition espagnole : *La Comunidad europea del carbón y del acero*, 1958, 201 pages

C. – Sur des sujets de droit international

L'Inspection internationale, Quinze études de la pratique des États et des Organisations internationales, réunies et introduites par Georges FISCHER et DV, Bruylant, 1976, 520 pages (de DV, «Le pouvoir d'inspection des Communautés européennes»)

II. — ARTICLES, NOTES OU RAPPORTS

A. — Sur des sujets de droit de la mer et de la pêche

- «Will the Third Conference on the Law of the Sea Work According to the consensus?», 60, *A.J.I.L.*, 1975, 119-129
- «Organisation et règlement intérieur de la III^{ème} conférence sur le droit de la mer», *Revue du Droit public*, 1975, 337-377
- «La valeur juridique de certaines règles, normes et pratiques mentionnées au TNCO comme 'généralement applicables'», *AFDI*, 1979, 712-718
- «La création dans la Communauté au cours de l'automne 1976 et de l'hiver 1977 d'une zone de pêche s'étendant jusqu'à 200 milles», *Mélanges Fernand Dehousse*, 1979, II, 323-332
- «La Conférence européenne sur la pêche (1963) et le droit de la mer», *AFDI*, 1964, 670
- «La Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique», *AFDI*, 1980, 741-772.
- «Protection of the Antarctic Marine Fauna and Flora, the Canberra Convention of 20 May 1980 and the Commission set up by it», in *International Law for Antarctica*, Kluwer, 1996, 159-169
- «Notes sur la terminaison des travaux de la 3^{ème} conférence sur le droit de la mer et sur la portée des textes adoptés à Montego Bay le 10 décembre 1982», *AFDI*, 1982, 794-810
- «Quatre années de développement de la politique européenne de la pêche», *Mélanges Madeleine Grawitz*, 1982, 541-548
- «Les déclarations faites par les signataires de la Convention sur le droit de la mer sur la base de l'art. 310 de cette convention», *AFDI*, 1983, 715-749
- «L'Océan schismatique, considérations sur la codification du droit de la mer», *Mélanges Manfred Lachs*, 1984, 685-699
- «La Convention de Montreux du 20 juillet 1936», in Natalino RONZITTI (éd.), *The Law of Naval Warfare*, Nijhoff, 1988, 435-482
- «La participation d'entités non étatiques à la Convention», rapport au colloque de Rouen de la SFDI sur *Les perspectives du droit de la mer* à l'issue de la 3^{ème} conférence sur le droit de la mer, 1984, 83-99
- «Le régime des détroits et des voies d'eau artificielles intéressant la Méditerranée et le nouveau Droit de la Mer», in VUKAS (éd.), *The legal regime of enclosed or semi-enclosed seas*, Zagreb, 1988, 133-158
- «The problem of the Access to the European Economic Community 'Fishing Zone as the cornerstone for the Adoption of a Common fishing Policy», in *The New Law of the Sea, selected and edited Papers of the Athens Colloquium on the Law of the Sea*, 1982, edited by C.L. ROZAKIS and C.A. STEPHANOU, Amsterdam, 1983, 83-97

- «The EEC and the Law of the Sea», rapport au congrès organisé par le British Institute of International Law and Comparative Law, in *New Directions of the Law of the Sea*, mars 1973, 84-97
- «Les accords de 1972-1973 relatifs à la pêche au large de l'Islande et des Feroë», *Revue belge de droit international*, 1975, 175-190
- «La participation de la CEE à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer», in B. VUKAS (éd.), *Essays on the New Law of the Sea*, Zagreb, 1985, 71-81
- «Querelles autour du droit de passage inoffensif dans les dernières sessions de la Conférence sur le Droit de la Mer», *Mélanges Antonio Truyol Serra*, 1986, 1223-1226
- «La coutume surgie de 1973 à 1982 n'aurait-elle pas écartée la codification comme source principale du droit de la mer», *Mélanges Igo Seidl-Hohenveldern (70^{ème} anniversaire)*, 1988, 635-643
- «La conformité au droit de la mer des lignes de base droites tracées par le Canada au Nord du 70^{ème} parallèle Nord», *Mélanges Shabtai Rosenne*, 1989, 1005-1020
- «La réglementation de la pêche dans le marché commun au regard du droit communautaire et du droit international», *AFDI*, 1970, 829-840
- «Le gommage des différences entre haute mer et zone économique exclusive opéré par l'accord du 4 décembre 1995 sur les stocks chevauchants et les grands migrants. Vers l'assimilation de la haute mer à la zone de 200 milles et la disparition de la liberté de la pêche en haute mer», *Revue de l'Indemer*, 1993, 93-122
- «Absence de visibilité sur la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer», *Espaces et ressources maritimes*, 1994, n° 8, 3-5
- «La Convention des NU sur le droit de la Mer, un regrettable 'accord mixte', la Communauté l'a pourtant signée», *Mélanges Michel Waelbroeck*, 1999, Bruylant, 684-694
- «Droit de la mer et droit douanier, à propos du jugement de l'*US Court of international Trade* et de la pratique conventionnelle communautaire», *AFDI*, 1988, 786-794
- «La médiation de M. Enrique Iglesias sur l'application dans les années 1988-1992 de l'accord de pêche franco-canadien du 27 mars 1972», *AFDI*, 1989, 807-815
- «La *creeping jurisdiction* et la Communauté européenne», in Natalino RONZITTI, *Naval Warfare*, Nijhoff, 1988, 57-79
- Rapport introductif au colloque de Brest de l'Association internationale du droit de la mer, le 15 mai 2002, sur *Le juge européen et la Mer*, Bruylant éd., 2003, 19 p.
- «Le procès-verbal d'application de l'accord relatif aux relations réciproques de pêche entre la France et le Canada du 7 mars 1972, signé le 2 décembre 1994, conséquence de la décision arbitrale de 1992 (Saint Pierre et Miquelon)», *AFDI*, 1995, 728-742
- «La juridiction de l'Etat du port et le navire en droit internationaux», in *Le navire en droit international*, colloque de Toulon de la société française pour le droit international, 1991, 127-150
- «La coopération en matière de pêche maritime en Méditerranée», in *Mélanges Maurice Flory*, actes du colloque tenu à Aix en Provence les 2 et 3 juillet 1993, sous le titre *La Méditerranée, espace de coopération?*

- «La Communauté européenne dans le domaine du droit général de la mer», dans l'ouvrage collectif : *The Law of the Sea, European Union and its Members States*, Martinus Nijhoff, 1997, 7-26
- «Aux origines de la politique communautaire de la pêche», *Mélanges communs à Laurent Lucchini et Jean Pierre Quéneudec*, 2003, 659-672
- Conclusions générales du colloque de l'Association internationale du droit de la mer, tenu à Cordoue les 16-18 octobre 2003 sur *L'Europe et la mer (pêche, navigation et environnement)*, Bruylant, 2005, 301-312

B. – Sujets portant sur le droit
ou le système communautaire

1. Antérieurs à 1958

- «Union de l'Europe occidentale, Agencement de l'Organisation, engagements divers pris par les Membres et compétences exercées par l'Organisation», *AFDI*, 1955, 490
- «Le principe de l'unanimité dans les organisations européennes», *AFDI*, 1955, 111
- «Conférence européenne des ministres des transports», *AFDI*, 1955, 496
- «L'égalité du traitement des usagers des transports internationaux», *AFDI*, 58, 144
- «Le système de contrôle de sécurité de l'Agence européenne de l'énergie nucléaire», *AFDI*, 1961, 555

2. Articles de tête ou éditoriaux de la Revue du marché commun et de l'Union européenne (RMCUE) concernant le droit ou le système communautaire

- «Le projet de la présidence luxembourgeoise d'un 'traité sur l'Union', juillet-août 1991
- «Le calcul de la majorité qualifiée, un casse-tête pour 1996», novembre 1994
- «Quelles perspectives pour demain?», en collaboration avec Pierre MAILLET, juin 1993
- «Plaidoyer pour le troisième pilier», avril 1996
- «La société de l'information, les NTI et l'Union européenne En relisant le rapport Lorentz et quelques communications éclairantes, notamment de la Commission, Demain la convergence», mars 1998
- «Et si Amsterdam avait fait encore une chose bien : permettre de réaliser la politique de défense commune?», février 1999
- «La chute», avril 1999
- «Demain Amsterdam», mai 1999
- «L'Autriche... hélas c'était indispensable», mars 2000
- «Dialogue avec le Commissaire Lamy» (en collaboration avec Jean WAHL), septembre 2000
- «Morose rentrée», octobre-novembre 2000
- «Entretien sur le CIG avec Pierre Moscovici», décembre 2000

- «Nice, une vue apaisée, réponse à deux questions», février 2000
- «L'Union européenne au-delà de la riposte armée, de la prévention des crises à leur gestion civile» (en collaboration avec Alain BUZELAY), octobre-novembre 2001
- «Un marathon danois pour le cinquième élargissement», janvier 2003
- «Il faut faire avec...», juillet-août 2003
- «Lorsqu'on essaie de faire le point», janvier 2004
- «Questions posées à M^{me} Noëlle Lenoir (et réponse de celle-ci) sur la relation franco-allemande», avril 2004
- «Le projet du 18 juin 2004 d'un traité constitutionnel, continuité et discontinuité», juillet-août 2004
- «La rumeur était fausse : à propos du pompier polonais», mai 2005
- «Bref plaidoyer en faveur du maintien de la 3^{ème} partie du traité constitutionnel», juillet-août 2005
- «Au soir du Conseil européen de décembre 2005», janvier 2006
- «Les occasions manquées pour l'intégration européenne du fait de la non entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe» (avec divers coauteurs) mai-août 2006
- «Le passé, le 500^{ème} numéro et l'avenir de l'Europe, un certain dégel sur le front constitutionnel», juillet-août 2006
- «La politique agricole commune, une nouvelle jeunesse», septembre 2007
- «Lorsqu'on essaie de faire le point sur le referendum de l'Irlande : quelques raisons pour comprendre qu'ils aient dit non», juillet-août 2008

3. Articles dans l'Annuaire français de droit international et ailleurs

- «Le droit d'établissement et les services dans la CEE», *AFDI*, 1961, 668-725
- «43 + 100 ou 100 + 235», *Mélanges Riccardo Monaco*, 1977, 809-818
- «Contribution à l'étude de la participation de la CEE à la vie internationale et à celle des Organisations internationales», *Mélanges Giuseppe Sperduti*, 1984, 853-857
- «Remarques sur la double nature de la reconnaissance mutuelle», *Mélanges Don Manuel Diez de Velasco*, 1993, 1293-1296
- «Les Nations unies et le modèle institutionnel des Communautés européennes», rapport au Colloque sur l'adaptation des structures et méthodes des Nations unies, 1985, Académie de La Haye, 227-233
- «Communautés européennes et Union européennes, Trinité de structures et unité des Institutions établies par le traité de Maastricht», *Mélanges Eduardo Jimenez de Arechaga*, 1994, 1329-1344
- «Les implications juridiques de 1993 pour les États membres et les États non membres de la CEE», rapport sur les travaux (de la section de langue française) du centre d'études de recherches de l'Académie de droit international de La Haye, 1991, 17-89
- Note sur le contenu et la portée du traité signé à Maastricht le 7 février, *AFDI*, 1991, 774-801

- «Le Traité de Maastricht et la citoyenneté européenne», *Mélanges Wang Tieya*, Nijhoff, 1994, 905-918
- «Comment fonctionne le troisième pilier de l'Union européenne? Faut-il le communautariser?», *Mélanges Milan Sahovic*, 1996, 471-489
- «Amsterdam, la énième révision des traités européens», *Studia diplomatica*, 1997, 5-35
- «Construction européenne et différenciation : la flexibilité», *Mélanges Hector Gros Espiell*, 1997, 1741-1764
- «Unanimité ou majorité au sein des institutions européennes, communication à l'Académie des sciences morales et politiques», le 30 octobre 1995, *RSMP*, 1995, 419-439
- «Les coopérations extérieures», rapport au colloque de Toulon de la CEDECE sur l'Union européenne, Carrefour de coopérations, 1998, 357-370
- «Une bouteille à moitié vide ou à moitié pleine : Amsterdam», *Mélanges Raymond Goy*, 1998, 455-475
- «Les cinq ères de l'intégration européenne», *Mélanges Nicolas Valticos*, 1999, 367-404
- «L'absence de personnalité juridique de l'Union européenne, Amsterdam persiste et signe», *Mélanges Igo Seidl-Hohenveldern*, 80^{ème} anniversaire, 2000, 757-770
- «L'apparition récente dans l'Union européenne de dispositions concernant la sécurité et la défense sous le nom de PECS», *Mélanges Louis Dubouis*, 2000, 749-763
- «L'amenuisement de la souveraineté des États membres de l'Union européenne au cours des cinquante dernières années», cours donné pour la première fois à l'université de Cordoue dans le cadre des travaux de la Chaire Jean Monnet et publié sous le titre de *Cuadernos de derecho internacional*, 1995 n° 7; cours également donné dans le cadre des XXIX^{èmes} cours de DIP du Comité juridique interaméricain et publié par l'OEA en 2002, 142-199; cours également donné devant l'Institut de DIP et de RI de Thessalonique, et publié dans le *Thesaurus*, 2001, 249-277; également publié dans *Studia diplomatica* par l'IRRI, Institut royal de relations internationales, Bruxelles, vol. 57, 1994, 49-78. Cours donné également en langue anglaise à l'University Hitotsubashi (Tokyo), «The Dilution of Members States' Sovereignty and European Regional Integration», *Hitotsubashi Journal of Law and Politics*, 1994, 113-136
- «La politique étrangère et de sécurité commune dans l'optique du 5^{ème} élargissement de l'UE, Comment la renforcer?», *Mélanges Krzysztof Skubiszewski*, Kluwer, 2001, 721-733
- «Les actions par lesquelles la Politique européenne de sécurité et de Défense (PESD) réalise ses opérations et l'assistance mutuelle en cas d'agression armée contre un Membre de l'Union», *Mélanges Jean Touscoz*, Nice, éd. France-Europe, 2007, 826-840
- «Les apports des travaux constitutionnels de l'Union européenne à la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et à la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD)», *Revue Arès*, n° 54, vol XXI, janvier 2005, 61-67
- «Quelques raisons de comprendre le 'oui', quelques raisons d'admettre le 'non', au referendum français sur la ratification du projet établissant une Constitution»,

Prawo w XXI wieku, Księga pamiątkowa 50-lecia Instytutu Nauk Prawnych Polskiej Akademii Nauk, 1002-1010

- «Le projet de Constitution pour l'Europe signé à Rome le 29 octobre 2004 est-il rempli d'innovations juridiques ou n'oeuvre-t-il pas pour l'Europe dans la continuité?», *Mélanges Wladimir Djuro Degan*, 2004, 331-339
- «Les vingt-sept Etats membres des Communautés à la recherche d'une solution à leur crise constitutionnelle», *Mélanges Jean Pierre Puissechet*, 2008, 317-327
- «Réflexions sur la nature juridique du 'traité constitutionnel' signé à Rome le 29 octobre 2004, un billet d'humeur», *Mélanges Jean Salmon*, 2008, 1529-1532
- «Un précédent ambigu d'Europe à deux vitesses : le Protocole relatif à la politique sociale annexé au traité de Maastricht», *Mélanges Langavant*
- «Quarante années d'évolution communautaire dans la poursuite d'une intégration économique : le point de l'intégration communautaire, Maastricht compris», in SFDI, colloque de Québec, *Perspectives convergentes et divergentes sur l'intégration économique*, 1992, 159-192
- «A propos de quelques arrêts relatifs à la responsabilité pécuniaire de la Communauté économique européenne à l'égard des opérateurs économiques pour ses activités normatives», *Mélanges Garcia Arias*, in *Revista Temis*, Zaragoza, 1973-1974, 569-580
- «Les mesures conservatoires ordonnées par la Cour de Justice des Communautés Européennes ou par son président?», *Mélanges Miaja de la Muela*, 1979, 965-977
- «L'Union européenne, acteur civil et militaire dans la gestion de crises internationales : la PESD, politique européenne de sécurité et de défense», *Mélanges Edward McWhinney*, 2009, Brill, 393-413

C. – Sur des sujets de droit international

1. Articles à l'Annuaire français de Droit international

- «La Commission de conciliation franco italienne», 1955, 212
- «Le referendum sarrois», 1955, 134-139
- «Cour internationale de Justice : sur l'irrecevabilité de certaines requêtes (ordonnances des 14 et 16 mars et 12 juillet 1956)», 1956, 397-401
- «Sentence du 24 Juillet 1956, du tribunal d'arbitrage franco-hellénique (Concession des phares de l'Empire ottoman)», 1956, 416-426
- «Commission de conciliation italo-américaine, Sentence du 10 juin 1955, affaire *Florence Mergé contre République italienne*», 1956, 430-436
- «Les travaux du Saint-Laurent», 1957, 119-133
- «L'affaire *Girard* et le statut des forces américaines stationnées en territoires étrangers», 1957, 304-314
- «L'égalité de traitement des usagers dans les transports internationaux», 1958, 144-156
- «L'arrêt de la CIJ du 28 nov 1958 relative à l'application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs, *Pays-Bas c. Suède*», 1958, 250-256

- «La place des pactes de défense dans la Sté internationale actuelle», 1959, 37-101
- «CIJ : l'affaire de l'*Interhandel*, Suisse c. Etats-Unis, exceptions préliminaires, arrêt du 21 mars 1959», 1959, 276-284
- «Jurisprudence de la Commission de conciliation franco-italienne, décision 284 du 9 juillet 1962, *Comptoir Dufay et autres contre République italienne*», 1962, 363-376
- «Les procédures d'enquête prévues à l'art 26 de la Constitution de l'OIT au sujet de l'observation par les Membres des conventions sur le travail forcé», 1963, 438-459
- «Le fonctionnement d'une procédure de conciliation, à propos de la guerre des poulets», 1963, 475-479
- «Droit d'auteur et aide au développement, le protocole à l'Acte de Stockholm pour la protection des oeuvres littéraires ou artistiques», 1967, 716-741
- «Une notion ambiguë : la mise en application provisoire des traités», 1972, 181-192
- «Les délais de recours judiciaires ouverts aux fonctionnaires internationaux : à propos de la décision du 24 août 1968 de la Commission de recours du Conseil de l'Europe», 1969, 346-354
- «Aide au développement et assistance judiciaire pour le règlement des différends par la Cour internationale de Justice», 1989, 321-324

2. Autres articles

- «L'homme ACP, acteur et bénéficiaire principal du développement», in *Mélanges René-Jean Dupuy*, 1991, 363-372
- Lomé IV et la coopération AQP-CEE*, publications de l'IPDA, Nice, 1990, 26 p.
- «La participation aux organisations internationales», chapitre du *Manuel sur les Organisations internationales*, éditeur RJ Dupuy, Kluwer, 1988, 57-80
- «Les Organisations internationales sont-elles devenues des sujets de plein droit du D.I.P.», *Mélanges Antonio Ferrer Correia*, 1984, 10 p.
- «La protection des actionnaires dans les Conventions internationales», rapport dans des *Études de droit comparé et de Droit international public sur la personnalité morale et ses limites*, 1960, 211-241

D. – Sur d'autres sujets

- «Les pouvoirs du président du tribunal de commerce en référé et sur requête», in *Revue trimestrielle de droit commercial*, 1950, 375-387 et 1952, 277-287
- «La notion d'autonomie en droit constitutionnel», *Revue d'histoire politique et constitutionnelle*, 1956, 81-92
- «Le contrôle de la Cour des comptes sur les administrateurs», *Rec. Dalloz*, 1958, 205
- «La société commerciale européenne», in *Economisch en Sociaal Tijdschrift*, déc. 1967, 563-579
- «La Belgique et sa pratique de la clause de la Nation la plus favorisée», *Mélanges Walter Ganshof van der Meersch*, 1972

E. – *Dans le souvenir d'un grand Maître
et de deux bons amis*

In Memoriam : Madame Paul Bastid, 1906-1995*, *AFDI*, 1994, 7-10

In Memoriam : Le Doyen Jean Boulouis, 1923-1997*, *AFDI*, 1995, 475 et s.

In Memoriam : Le Professeur Daniel Bardonnet, 1931-2004*, *Annuaire de l'Institut de droit international*, 2004, vol 71.2, 332-333 (note écrite lors de sa désignation comme membre émérite de l'Institut)

le 22 mars 2009